

plus de 25 ans
de développement,
d'accompagnement
et de financement!

www.reseau-sadc.qc.ca

979, av. de Bourgogne, bureau 530
Québec (Québec) G1W 2L4
Téléphone : 418 658-1530
Télécopieur : 418 658-9900
sadc@ciril.qc.ca



*votre avenir
est ici!*

Développement économique Canada appuie financièrement les SADC et les CAE

PROVOQUER *le changement*

POUR DES MILIEUX À L'AVANT-GARDE



RAPPORT ANNUEL 2007-2008



MESSAGE DE L'HONORABLE JEAN-PIERRE BLACKBURN



Cette année encore, la publication de ce rapport annuel me confère l'occasion de témoigner du succès des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et des Centres d'aide aux entreprises (CAE), et de saluer l'engagement et le travail de leurs membres au regard de la croissance et de la vitalité des entreprises et des collectivités québécoises.

Le Réseau des SADC se démarque par son dynamisme et assume un rôle de leader pour contribuer à l'essor tant social qu'économique des régions du Québec. Ce sont plus de 9 300 entreprises et organismes qui peuvent compter à chaque année sur l'expertise et le dévouement des quelque 1 350 bénévoles et 400 professionnels qui gravitent autour du Réseau.

Fait notable, cette année marquait les 10 ans de la Stratégie jeunesse, une initiative qui a contribué à la création et au maintien de 15 000 emplois grâce à près de 4 000 projets présentés par la relève entrepreneuriale. Le Réseau a aussi enrichi en 2007 les réflexions sur l'avenir et la mobilisation des régions du Québec par l'élaboration et le dépôt de plusieurs mémoires.

Dans un contexte économique en pleine mouvance, le thème du présent rapport annuel, Provoquer le changement pour des milieux à l'avant-garde, ne pouvait être plus à propos. Je tiens à signaler votre volonté de modifier les façons de faire et d'appuyer les initiatives novatrices du milieu, qui contribuent à relever les défis des collectivités locales.

Une fois de plus, j'aimerais souligner le rôle clé du Réseau dans l'épanouissement de l'économie québécoise et en tant qu'agent actif de changement.

L'honorable Jean-Pierre Blackburn

Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Cette année, mon rapport prend une connotation toute particulière puisqu'il s'agit d'un bilan annuel mais aussi d'un résumé des cinq ans passés à la tête de notre Réseau. En effet, avant de quitter mon poste de président, j'aimerais souligner les principales réalisations qui ont jalonné ces mois et ces années mais je voudrais aussi, vous me le permettez, regarder un peu vers l'avenir.

Mais d'abord, parlons de cette année 2007-2008, plus calme peut-être que les précédentes et axée sur la consolidation et sur l'exploration.

Au cours des derniers mois, nous avons pu exploiter plus à fond les nouveaux outils mis à notre disposition en développement local. Aux dires de plusieurs d'entre vous, ces initiatives font une importante différence dans le soutien aux projets des collectivités et favorisent la notoriété de nos organisations dans le milieu. D'autre part, nous avons consolidé les initiatives qui nous distinguent tels les programmes pour les étudiants, plus souples et plus efficaces et le programme de communication, essentiel à la bonne marche de notre organisation.

Nous avons aussi travaillé à la consolidation de nos relations avec les partenaires. Développement économique Canada d'abord, avec qui nous avons développé des mécanismes de communication qui donnent de bons résultats. Avec Industrie Canada, qui reconduit nos programmes d'Accès communautaire à Internet avec plus de rapidité et d'efficacité pour le plus grand bien des milieux. Avec la BDC, où nous avons élargi le partenariat pour partager davantage d'activités de formation et de communication. Enfin, notre présence plus importante et plus active sur l'Équipe rurale du Québec, qui nous permet actuellement de mieux faire connaître nos services et notre expertise, mais aussi

de définir des voies de collaboration toutes nouvelles avec les divers ministères et agences du gouvernement fédéral.

Mais ce qui marque particulièrement cette année 2007-2008, c'est l'importance accordée par vos organisations à l'adaptation aux changements. Au cours des nombreuses rencontres que j'ai eues avec les bénévoles et le personnel des CAE et des SADC, j'ai été mis au courant d'une grande variété de projets innovateurs mis en place un peu partout au Québec. En développement durable plus particulièrement, mais aussi en diversification économique. Sans oublier l'opération « Fonds de capital de risque » que nous a confiée le Ministre Blackburn, que je tiens à remercier pour cette marque de confiance à notre égard. Sa vision juste de ces problématiques et l'avant-gardisme de la solution ont été récompensés par le grand succès remporté par ces deux programmes.

Cette adaptation aux changements exigée par les bouleversements économiques (crise forestière ou manufacturière) ou par les orientations prises par les gouvernements, nous amène à redoubler d'imagination et de créativité pour répondre sans relâche aux besoins de nos milieux.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Et c'est ce que je garde à l'esprit comme constat le plus marquant de mes cinq années à la présidence du Réseau : l'extraordinaire capacité des SADC et des CAE à écouter, comprendre et soutenir les milieux, l'ingéniosité des solutions mises en place, la rapidité d'exécution et la rigueur avec lesquelles nos actions sont posées. Cette efficacité est le signe d'une grande maturité et c'est un trait qui distingue notre organisation, tout comme le dévouement, deux mots qui reviennent souvent dans la bouche de ceux qui parlent de nous.

Cette solidarité dans l'autonomie et le partage de valeurs communes fortes, liées au PDC, telles que le respect de nos milieux et la rigueur de la gouvernance, sont nos meilleurs atouts pour le futur. Car il nous faudra démontrer encore et davantage l'importance de l'accomplissement dans le développement économique de nos milieux. Il nous faudra aussi convaincre tous les paliers de gouvernements et les grands décideurs de leur intérêt à faire confiance aux communautés locales pour prendre en mains leur développement, à écouter davantage les solutions qu'on leur présentent, à être proactifs dans la réponse aux problèmes et à ajuster la rapidité des réponses à celles des changements auxquels nous faisons face.

Avant de quitter mes fonctions, j'aimerais vous faire part de ce que je ressens maintenant. La tâche de président du Réseau est non seulement un poste de prestige, mais aussi et surtout un poste de responsabilités : il faut rendre des comptes aux membres du conseil d'administration et aux 67 membres du Réseau des SADC et CAE. Les responsabilités du président ne pourraient être assumées sans le concours de tous. Je me souviendrai surtout de l'esprit de collaboration de mes collègues du conseil d'administration et de leur soutien tout au long de mes mandats de président. En fait, ces représentants régionaux sont à l'image de tous les membres des SADC et CAE. C'est cette cohérence

dans le partage de nos objectifs, soit le développement de nos collectivités, qui fait la force du Réseau. Nous avons cette capacité de nous concerter, tout en respectant nos spécificités locales.

Je tiens à remercier et à saluer le travail exceptionnel que font jour après jour les 1350 bénévoles de notre Réseau, sans qui notre existence ne serait pas possible. Bravo aussi à nos professionnels qui gèrent bien, livrent rapidement et répondent présent à chaque appel. Force est d'admettre que nous recevons un soutien technique incomparable de l'équipe du Réseau. Je pourrais énumérer une panoplie de qualités de cette équipe, mais trois éléments en particulier ressortent et les résument : une foi inébranlable dans le développement des collectivités, un grand professionnalisme et le respect des bénévoles.

Permettez-moi en terminant de remercier chaleureusement Mme Hélène Deslauriers, qui est le moteur de cette équipe du Réseau. Femme de cœur aux convictions profondes, Hélène joue un rôle de leader incontournable. Je la remercie du plus profond de mon cœur pour son soutien. Nous avons été, Hélène et moi durant toutes ces années, des complices ; des complices du développement des collectivités et du service aux membres. Cette proximité nous a permis de développer des liens particuliers, et j'en suis très heureux. Merci Hélène, merci à l'équipe, merci à vous tous.

Ce n'est qu'un au revoir!



Gratien LeBel, président
Réseau des SADC du Québec

MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Comme le mentionne notre président dans son message, 2007-2008 aura été une année plus calme et plus sereine peut-être, une année de consolidation qui se démarque par la livraison avec succès de nos produits distinctifs, mais surtout par l'exploration de nouvelles avenues.

La Stratégie jeunesse s'avère toujours extrêmement utile, et les résultats nous le prouvent comme vous pourrez le constater à la lecture de ces pages. Toutefois, il faut continuer nos efforts pour convaincre les jeunes de se lancer en affaires en région.

Le programme d'emploi pour les étudiants connaît toujours un aussi grand succès : 120 emplois ont été créés, et c'est l'occasion pour les jeunes de prendre une expérience très utile en région.

La nouvelle image du Réseau a rapidement pris racine, et la grande majorité des membres l'ont adoptée dans leur plan de communication. Résultat : 1025 outils de communication créés cette année.

Les initiatives de développement local ont connu une très grande popularité. Les résultats de ce programme révèlent la grande diversité des projets de développement local des SADC.

Nous avons aussi amélioré notre mesure de rendement, en collaboration avec Développement économique Canada (DEC), répondant ainsi aux exigences du Conseil du Trésor et permettant, en plus, de mieux mesurer l'impact à long terme de nos actions. Notre collaboration avec DEC a été particulièrement fructueuse aussi dans la mise en œuvre de l'évaluation nationale, dont les résultats serviront à élaborer le programme de développement des collectivités (PDC).

Dans le domaine de la formation, nous avons poursuivi nos efforts pour donner, à nos bénévoles et à nos professionnels, le perfectionnement qui leur est nécessaire. Une deuxième tournée régionale, visant à améliorer nos compétences en positionnement public est en cours : huit régions ont déjà été visitées et 166 personnes ont été rencontrées. Les résultats sont très positifs et des stratégies locales et régionales de relations publiques sont déjà en cours d'élaboration.

Nos événements annuels continuent de réunir la grande majorité de nos membres : 193 ont participé au congrès de Shawinigan et 278 aux semi-annuelles de septembre et de novembre; 47 présidents et 39 directions générales ont assisté aux rencontres de septembre avec le ministre, et 81 présidents et directions générales à celle de décembre. Notre nouveau plan de communication porte déjà des fruits : une nouvelle politique de positionnement public a été élaborée, tandis qu'une stratégie de relations publiques est en train d'être définie et sera couronnée par la réalisation d'une toute nouvelle publicité télévisuelle, qui sera diffusée régulièrement à partir de l'automne.

Le projet d'une plate-forme de formation à distance, développée grâce au programme du Bureau des technologies de l'apprentissage, est en voie d'être complété. Il s'agit d'une entreprise très innovatrice qui permettra aux SADC et CAE de mettre en ligne leurs propres formations ou de préparer, avec des organismes de leur milieu, des contenus de sensibilisation et de formations très ciblés en fonction de problématiques spécifiques. Déjà, des partenariats se forment avec des associations touristiques ou des clubs de recherche d'emploi.

Des projets pilotes se sont consolidés. L'Espace économique francophone connaît un engouement dans le contexte du

MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

- 1 025 outils de communication réalisés
- 120 emplois créés grâce au
programme Emploi Étudiant

sommet sur la Francophonie de novembre 2008. Avec le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada), plusieurs présentations ont été faites auprès de diverses instances gouvernementales, et une demande a été acheminée au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes afin d'assurer un financement de base au projet.

Le comité Régions éloignées a poursuivi la mise en œuvre du projet de sous-traitance industrielle, qui promet d'apporter aux SADC et aux CAE une expertise de plus dans la diversification économique de nos collectivités. Par ailleurs, notre participation à l'Équipe rurale du Québec a pris une dimension plus importante autour d'une démarche concertée des différents ministères dans deux projets pilotes avec deux SADC (Maskinongé et Maria-Chapdelaine).

L'année a aussi été marquée par des initiatives nouvelles. On peut parler de la signature d'une alliance de recherche entre universités et collectivités sur la coopération et le développement territorial. Cette alliance a obtenu un financement d'un million de dollars pour cinq ans et sera l'occasion pour nous d'orienter ou d'entreprendre des recherches spécifiques répondant à nos besoins, et ce, avec quatre universités du Québec (Rimouski, Abitibi-Témiscamingue, Outaouais et Chicoutimi) de même qu'avec l'Université Laval et celle de Moncton.

La prise en charge du journal Réseaux, au moyen de la création d'une coopérative d'édition, est aussi un événement extrêmement prometteur. Dédié à la mise en valeur des régions, ce média nous permettra de mieux faire connaître les projets innovateurs, les solutions ingénieuses de nos milieux et l'expertise des membres du Réseau. C'est aussi l'occasion encore une fois d'unir nos efforts dans une collaboration avec différents organismes partenaires.

Mais la réalisation la plus spectaculaire de l'année est certainement celle des deux initiatives de capital de risque. Malgré la complexité de la démarche, les nombreux intervenants impliqués dans le projet et les innombrables difficultés, des initiatives ont été couronnées de succès. La presque totalité des budgets a été décaissée et les SADC et CAE ont été fortement impliqués dans la réalisation des projets, puisqu'ils ont été les initiateurs dans 29 cas sur 43. Les spécialistes qui ont évalué ces programmes ont d'ailleurs reconnu la pertinence et les très bons résultats du projet pilote. Ce fut aussi l'occasion de démontrer le potentiel du Fonds commun comme véhicule financier efficace et utile.

En ce qui concerne nos partenariats, l'année qui se termine a aussi été très fructueuse. Notre alliance avec la Banque de développement du Canada (BDC) connaît une progression continue : 53 millions ont été prêtés à des entreprises par la voie de projets conjoints ou de référencement entre nos deux organisations, une augmentation de 10 millions par rapport à l'an dernier. Mais cette collaboration prend aussi la forme d'un plus grand accès de nos membres à des formations très pertinentes données par les professionnels de la BDC. Des actions conjointes de visibilité et les nombreuses collaborations dans le but d'assurer la survie d'entreprises sont autant d'occasions de joindre nos efforts au profit de notre clientèle.

Il en est de même de la poursuite du partenariat entre le Réseau, Ressources entreprises et DEC, qui permet de fournir aux entrepreneurs l'information stratégique qui leur est nécessaire. Les efforts ont porté leurs fruits, puisque après plusieurs années de demandes dans ce sens, le modèle développé par Ressources entreprises a été adopté par Info entrepreneurs, et nos SADC et CAE des territoires dont l'indicatif régional est le 450 ou le 819 ont maintenant accès aux mêmes services.

MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

- Plus de 348 projets de développement local
- 12 279 513 dollars investis dans 15 projets de démarrage et 28 pour la relève.

Les partenariats avec la Fédération Québécoise des Municipalités ainsi qu'avec Rues principales se sont aussi poursuivis dans le but de mieux sensibiliser les élus, tout particulièrement, à l'importance d'actions concertées en développement économique local. Les thèmes de la relève des entreprises, du développement de l'agroalimentaire et du développement durable ont ainsi été abordés avec eux et ont permis, ici aussi, de mettre en valeur l'expertise des membres du Réseau dans ces domaines.

Cette notoriété entraîne de nouvelles demandes de collaboration de divers organismes et réseaux. Ainsi, le réseau Trans-tech, regroupant les centres de transfert technologique, manifeste son intérêt à mener avec nous des actions communes. De même, les directeurs généraux des municipalités régionales de comté (MRC) se sont montré intéressés à nos outils technologiques. Dans les deux cas, des discussions sont en cours et les résultats devraient se faire sentir au cours des prochains mois.

Enfin, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), organisme international reconnu, nous a demandé de collaborer à la tenue d'un forum sur les partenariats en 2009. L'OCDE reconnaît le PDC comme l'un des programmes de développement local les plus efficaces des pays membres. C'est donc un résultat concret démontrant l'importance de nos actions et de notre travail.

Cette énumération des divers projets et collaborations de la dernière année démontre certes l'ampleur du travail accompli, mais aussi la cohérence et la persévérance dans nos efforts. Toutes ces réalisations participent à l'atteinte des objectifs déterminés lors de notre planification stratégique, que ce soit l'accroissement de l'offre de services des SADC et CAE dans leur milieu, l'amélioration de notre expertise en relations publiques et en communication, le renforcement de notre rôle et de notre leadership en développement local ou encore, notre positionnement en développement durable.

Mais ce qui génère ces résultats, ce sont le dynamisme et l'enthousiasme des membres, bénévoles et professionnels, dans la participation aux nombreux comités et aux différentes activités, ainsi que leur générosité à partager leurs connaissances et leurs expériences. Je tiens à les remercier très sincèrement.

Merci aussi à l'équipe du Réseau qui, sans relâche, répond aux nombreuses demandes des membres, améliore les outils, gère les ententes de contribution, assure une reddition de comptes efficace, consolide les partenariats et cimente ainsi la vie du Réseau.



Hélène Deslauriers, directrice générale
Réseau des SADC du Québec

MESSAGE DU TRÉSORIER



Cette année encore, notre bilan financier se termine sur une note positive. Avec des revenus de 5,7 millions de dollars, 2007-2008 a été le deuxième plus important exercice financier de notre jeune histoire. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est principalement due aux montants transitoires de 16 % reportés de l'an dernier, des programmes Initiatives spéciales, et à l'augmentation de 101 577 dollars du programme d'Accès communautaire.

Au cours des dix dernières années, l'évolution de la situation financière du Réseau a été constante. Nos revenus annuels, qui étaient de 2 millions en 1998, ont connu une augmentation de 180 % durant cette décennie. Depuis 2003, année où nous avons enregistré un sommet avec 6 millions, nos revenus ont toujours été supérieurs à 5 millions de dollars.

Résultat plus important encore, 80 % des revenus de cette année a été injecté dans des activités procurant des bénéfices directs aux membres : les dépenses transitoires pour les programmes Initiatives spéciales de Développement économique Canada, Initiative jeunesse du PAC et Financement additionnel d'Industrie Canada ont atteint 4 millions, alors que les services directs aux membres (déplacements pour les comités, formations régionales, congrès, enquête de satisfaction, etc.) représentent des investissements de 564 000 dollars. Ce bilan a donc de quoi réjouir les membres, qui sont les principaux bénéficiaires de ces retombées financières.

Le Réseau a connu une diminution de son budget d'exploitation de 50 000 dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette situation n'a cependant pas empêché la réalisation de mandats importants pour notre organisation, notamment les fonds

Relève et Démarrage, le soutien accru au Fonds commun et la prise en charge, en février, de quinze nouveaux centres d'accès Internet, sans toutefois qu'il y ait de baisse dans la qualité des services.

L'aspect le plus important, cependant, réside dans le défi de gérer les différentes ententes selon les normes. Ainsi, pour les Initiatives spéciales, toutes les sommes (2 818 800 dollars) ont été utilisées, et ce, en respectant l'objectif de 80 % des budgets alloués à chacune des trois initiatives : Emploi étudiant, Communications à frais partagés et Développement local. Une redistribution de plus de 420 000 dollars dans les divers programmes de DEC et d'Industrie Canada démontre bien la pertinence de cette mécanique qui permet à des SADC ou à des CAE de moduler leurs budgets selon des conjonctures particulières.

De plus, d'année en année, l'équipe du Réseau se préoccupe de mettre en place des modes de gestion rigoureux et d'accorder une attention soutenue aux sommes d'argent qui lui sont octroyées. C'est donc avec la conviction du travail accompli que nous avons clôturé cette année financière.

Je tiens donc à remercier tous ceux et celles qui contribuent, au fil des ans, à assurer le succès de notre organisation.

A handwritten signature in dark ink, reading "Raymond Cimon". The signature is fluid and cursive, with the first name being more prominent.

Raymond Cimon, trésorier
Réseau des SADC du Québec

À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE NOS MILIEUX

Comme par le passé, l'année 2007-2008 a vu la réalisation de divers projets et initiatives qui ont permis aux SADC et CAE de rester à l'écoute des régions et de proposer des approches novatrices qui reflètent le dynamisme et l'ingéniosité des collectivités du Québec.

■ LES FONDS RELÈVE ET DÉMARRAGE : DEUX OUTILS DE RENOUVEAU DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Depuis juillet 2006, le Réseau des SADC est fortement engagé dans la mise en œuvre du Fonds de capital de risque pour le démarrage d'entreprises en région et du Fonds de capitalisation pour la relève en entreprise. Ces deux mesures permettent de fournir un appui tangible à des entreprises, et ce, à des moments particulièrement critiques de leur existence. C'est d'ailleurs pourquoi le Réseau a accepté avec grand enthousiasme l'invitation du ministre de Développement économique Canada, l'honorable Jean-Pierre Blackburn, quand il s'est agi d'assurer la bonne marche de ces mécanismes novateurs.

Le partenariat ainsi créé avec Développement économique Canada a porté des fruits des plus probants au cours de l'exercice de 2007-2008. Ainsi, 43 projets ont été acceptés; 28 visaient le transfert de propriété d'entreprises existantes, et les 15 autres, la création d'entreprises. Un investissement de 12 279 513 dollars a été consenti par l'intermédiaire de ces fonds pour la réalisation des projets; cette somme a entraîné, à son tour, un investissement global de plus de 127 millions de dollars de la part des autres partenaires, soit un effet de levier de 1 pour 10,3. Quant au nombre d'emplois créés et maintenus, il s'élève à 2 031.

Ces résultats prennent encore plus de relief du fait qu'ils ont été obtenus dans des domaines d'activité fort complexes. En outre, une très grande proportion des fonds a été allouée à des projets mis en œuvre en Abitibi-Témiscamingue, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans le Bas-Saint-Laurent, trois régions éloignées des grands centres, qui démontrent une fois de plus que l'entrepreneuriat, le dynamisme et le sens de l'initiative ne connaissent pas de frontières.

Ces deux mesures ont pavé la voie à la concrétisation de projets novateurs, comportant dans plusieurs cas la mise au point de produits avant-gardistes. À titre d'exemples, mentionnons la conception de fauteuils roulants légers, l'établissement d'une usine spécialisée dans la production de lactosérum en poudre et la mise au point d'un système automatisé de gestion et d'exploitation à distance en temps réel de parcs de stationnement.

Par ailleurs, ce partenariat a fourni aux SADC et CAE une excellente occasion de diversifier leur clientèle et d'enrichir leurs processus d'intervention. Au cours des mois qui viennent, le principal défi à relever sera d'offrir un accompagnement et un suivi des plus attentifs aux entreprises ayant bénéficié de l'aide des fonds, et ce, afin de leur permettre de développer leur potentiel de croissance.

À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE NOS MILIEUX

■ LA STRATÉGIE JEUNESSE : UN SUCCÈS ININTERROMPU

En novembre 2007, le Réseau des SADC a marqué le dixième anniversaire du programme de financement et d'accompagnement Stratégie jeunesse. Une conférence de presse a alors été tenue à Québec, avec la participation, entre autres, de différents entrepreneurs ayant reçu l'appui de ce programme.

Cet événement a également été l'occasion de dresser un bilan des dix ans d'activité de la Stratégie jeunesse. Au total, 4 738 jeunes, regroupés au sein de 3 939 entreprises, ont pu matérialiser leur désir d'entreprendre en région. Leurs projets se sont traduits par un investissement global de 52 millions de dollars de la part des SADC et des CAE, lequel a généré par ricochet des investissements globaux de 427 millions de dollars.

En 2007, par ailleurs, pour chaque dollar provenant de la Stratégie jeunesse, douze dollars ont été investis par d'autres sources de financement dans les collectivités. Cet effet de levier de 1 pour 12 constitue à lui seul une réussite digne de mention, sans oublier un taux historique de perte s'établissant à seulement 6,5 %. D'autre part, et ce, sans interruption depuis dix ans, les jeunes se déclarent satisfaits dans une proportion de 94 % du soutien qu'ils ont reçu des conseillers jeunesse en poste au sein des SADC et CAE du Québec.

Grâce à la Stratégie jeunesse, dont la mise en œuvre est assurée au moins jusqu'en 2010, les SADC et CAE pourront continuer à apporter de l'espoir à d'innombrables jeunes et à leur permettre de réaliser des aspirations personnelles et professionnelles fort légitimes, pour le plus grand bénéfice des collectivités du Québec.

*Comment
voyez-vous votre
organisation dans
dix ans?*

Au cours des prochaines années, l'exode des jeunes vers les grands centres représentera toujours un enjeu pour les SADC et CAE. En outre, la nécessité d'assurer une relève en fournissant aux jeunes les moyens d'acquies des entreprises constitue un autre enjeu de taille, pour lequel le Réseau poursuivra ses efforts.



Les personnes honorées lors de la conférence de presse soulignant les 10 ans de la Stratégie jeunesse (Conseillers et bâtisseurs) en compagnie du président du Réseau M. LeBel et de M. Jacques Gourde, Député de Lotbinière et Chutes-de-la-Chaudière et Secrétaire parlementaire du ministre du Travail et du ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE NOS MILIEUX

■ LE RÉSEAU SE PORTE ACQUÉREUR D'UN JOURNAL

Au cours des derniers mois, le Réseau des SADC, avec d'autres partenaires, a mis en place la Coopérative d'édition Réseaux, qui produit principalement le journal Réseaux publié six fois par année et s'adressant aux décideurs économiques et aux acteurs de terrain.

En devenant copropriétaire d'un média axé sur les besoins des régions, le Réseau vise au premier chef à mettre en valeur diverses initiatives régionales. Ce faisant, il se préoccupera constamment de présenter une vision à la fois plus positive et plus réaliste des régions du Québec. De plus, le journal Réseaux ouvrira ses pages à l'expression et à l'échange de points de vue, et viendra ainsi combler un besoin ressenti au sein des forces du milieu.

L'acquisition du média comporte de nombreux avantages pour le Réseau et ses membres. Ceux-ci se verront offrir un espace rédactionnel plus important que par le passé ; ils seront appelés à se prononcer sur les grandes orientations du média, sans oublier qu'ils jouiront d'une bonne visibilité dans chacune des livraisons et profiteront d'un tarif privilégié pour le placement publicitaire.

Pour se porter acquéreur du journal, le Réseau et ses partenaires ont choisi la formule de la coopérative. La création d'une telle entreprise est une opération complexe, comportant une foule d'aspects pratiques et légaux. Cette démarche a été couronnée de succès grâce à la précieuse collaboration et à l'expertise de la Coopérative de développement régional, qui a procuré aux membres fondateurs un encadrement de grande qualité, et ce,



Les membres fondateurs présents lors de l'assemblée d'organisation.

à toutes les étapes du processus. Par ailleurs, la formation de la coopérative a été une excellente occasion de nouer de nouveaux liens avec différents organismes, permettant ainsi au Réseau d'enrichir son bagage expérientiel.

Les membres fondateurs sont, outre le Réseau des SADC, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), la Société Économusées du Québec, la Fondation de l'entrepreneuriat et RDÉE Canada (Réseau de développement économique et d'employabilité).

La prochaine livraison du journal Réseaux sortira des presses en juin.

■ MESURER LE CHANGEMENT INDUIT PAR LE PDC DANS LES COLLECTIVITÉS

Au cours de 2007-2008, le processus d'évaluation nationale du Programme de développement des collectivités (PDC) s'est mis en route. Toutes les régions du Canada devraient avoir été évaluées d'ici à la fin de 2009. Rappelons que cette vaste opération a lieu tous les cinq ans.

Cette année encore, le Réseau des SADC a été associé de très près au processus au Québec. Il a ainsi prêté son concours au groupe de travail chargé de l'évaluation, dans lequel on trouve des gens de Développement économique Canada et de l'École nationale d'administration publique (ENAP). Entre autres, le Réseau a voulu s'assurer de la justesse de la méthodologie envisagée, et ce, de façon à obtenir un tableau fidèle des résultats du PDC. À cet effet, le personnel du Réseau a mis son expertise au service des responsables de l'élaboration du questionnaire d'évaluation.

Ce processus d'évaluation revêt une importance stratégique à plusieurs égards. Il s'impose dans le contexte de reddition de comptes dans lequel évoluent toutes les administrations publiques au XXI^e siècle. Plus encore, l'évaluation permet de faire connaître et reconnaître la pertinence du PDC. Elle sert aussi à mettre en lumière les retombées les plus marquantes des interventions réalisées sous les auspices de ce programme toujours d'avant-garde, bien que créé en 1986. Enfin — et il s'agit d'un élément appréciable —, le processus quinquennal d'évaluation nationale permet de réaliser les effets bénéfiques de la complémentarité d'action entre les divers intervenants en développement socioéconomique au sein des collectivités du pays.

La démarche d'évaluation est en cours et se poursuivra pendant les prochains mois. Au Québec, les SADC et CAE participants ont déjà été rencontrés. On peut d'ores et déjà constater que leur niveau de participation a été excellent.

■ LES INITIATIVES SPÉCIALES : UN PREMIER BILAN PROMETTEUR

À la suite du renouvellement de l'entente avec Développement économique Canada, en 2006, chaque SADC s'est vu confier une somme de 40 000 dollars par année pour aller de l'avant avec des initiatives ponctuelles dans trois volets, soit les communications à frais partagés, l'emploi étudiant et le développement local. La contribution annuelle allouée au CAE correspond à 15 000 dollars, qu'il peut répartir entre les emplois étudiants et les communications à frais partagés.

En 2007-2008, une somme totale de 2 818 800 dollars a été consacrée à ces trois catégories de projets. À lui seul, le volet du développement local a bénéficié de 66 % du budget total consacré aux initiatives.

En ce qui a trait au volet des communications à frais partagés, 1 025 outils de communication ont été produits. Ce chiffre inclut autant des projets d'édition et de relations publiques que des opérations de placement média.

Par ailleurs, dans le deuxième volet, 120 emplois étudiants ont été créés au sein des SADC et CAE du Québec. Ces emplois sont réservés à des jeunes âgés entre 15 et 30 ans, qui ont ainsi eu la chance d'acquérir de l'expérience dans la spécialité qu'ils veulent développer.

Enfin, dans le volet du développement local, 60 activités de transmission de connaissances ont été organisées à l'initiative des SADC. Celles-ci ont attiré quelque 1 500 participants dans les régions rurales du Québec. Par ailleurs, 75 études, diagnostics et analyses ont été effectués. À titre d'illustration, ce volet peut être mis à contribution pour appuyer la réalisation d'une étude de marché en vue de la commercialisation d'un nouveau produit.

Toujours au chapitre du développement local, 70 événements et colloques ont été tenus par les SADC du Québec. Quelque 7 000 personnes — soit une moyenne de 100 par événement — y ont pris une part active. Il s'agit pour la plupart de partenaires en développement socioéconomique et d'acteurs de terrain, mais également d'entrepreneurs intéressés par l'un ou l'autre des thèmes débattus au cours de ces événements.

Enfin, 90 initiatives en relation directe avec le développement local ont été réalisées avec le soutien des SADC. Un comité de diversification économique durable a, par exemple, été mis sur pied dans une région ressource, et un regroupement s'est formé en vue de procéder au réseautage des représentants du secteur agroalimentaire d'une collectivité.

Ce premier bilan des plus positifs est à l'image de l'importance que les SADC accordent au développement local des collectivités pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents.

DES PROJETS DYNAMIQUES

Les SADC et les CAE réalisent de nombreux projets pour répondre aux besoins de leur milieu. Des projets qui souvent provoquent le changement.

■ RELEVER LE DÉFI DE REDYNAMISER UN CENTRE-VILLE

Mise au fait de l'existence de fuites commerciales (c'est-à-dire des achats effectués par les résidents à l'extérieur de leur collectivité) dans cinq villes et villages situés sur son territoire d'intervention, la SADC Achigan-Montcalm s'est intéressée à ce problème qui entraînait des répercussions néfastes sur le développement local.

Afin d'y consacrer les meilleures ressources, la SADC a eu recours à l'expertise de la Fondation Rues principales, qui est active depuis plus de vingt ans en matière de revitalisation socioéconomique et de développement durable des municipalités du Québec et d'ailleurs au Canada. Le mandat confié consistait à préciser la nature de l'offre et de la demande commerciales dans une perspective de développement économique des collectivités visées.

Lorsque la SADC a eu le rapport en main, elle a rencontré chacun des conseils municipaux afin de leur présenter un tableau complet des actions à prendre et des projets à réaliser, avec le concours de la Fondation Rues principales, pour redynamiser leurs centres-villes.

À la suite de cette démarche, deux municipalités ont accepté de travailler avec la Fondation ; une autre a préféré procéder par contrats ponctuels pour la réalisation de certaines initiatives de revitalisation.

Ce projet a permis à la SADC Achigan-Montcalm de faire appel à des spécialistes et ainsi d'expérimenter une façon différente de susciter le développement. De plus, grâce au concept qu'elle a privilégié, elle a pu obtenir une vision concrète de cinq villes et villages de son territoire, et se doter d'outils performants pour venir en aide à une nouvelle clientèle.

DES PROJETS DYNAMIQUES

■ DES PROJETS DE DIVERSIFICATION STRUCTURANTS

Donner un nouvel élan au secteur manufacturier

Pour remédier au déclin du secteur manufacturier régional, le Centre d'aide aux entreprises (CAE) de Memphrémagog a amorcé, en 2005, un processus consensuel en vue d'établir un diagnostic des plus complets.

La première étape de cette démarche a consisté à dresser un état des lieux. Une trentaine d'entrepreneurs ont ainsi eu l'occasion d'exposer leurs vues sur les enjeux affectant le tissu industriel de la MRC et les défis auxquels le secteur manufacturier est confronté.

Cette information des plus éclairantes a servi à la préparation d'un rapport, lequel contenait un plan des actions à prendre non seulement pour arrêter l'effritement du secteur manufacturier, mais également pour amorcer un virage menant sur la voie de la croissance. Toujours partie prenante à ce processus de renouveau, le CAE de la municipalité régionale de comté (MRC) de Memphrémagog a chapeauté toutes les étapes de préparation de ce document de grand intérêt, permettant de mieux cerner les perspectives d'avenir et d'en ouvrir de nouvelles.

Avec cette vision stratégique, les intervenants régionaux seront en mesure de déterminer certains créneaux à forte valeur ajoutée dans lesquels les entreprises manufacturières pourront

s'engager avec profit. D'ailleurs, différentes pistes de diversification économique sont d'ores et déjà retenues dans la foulée du plan d'action ; elles pourront être empruntées au cours des prochains mois.

Dans la réalisation de ce projet, qui revêt une importance significative pour le développement de la MRC de Memphrémagog selon des paramètres modifiés en fonction du nouveau contexte économique, le CAE a joué un rôle de premier plan pour mobiliser les acteurs régionaux et donner une nouvelle impulsion au secteur manufacturier.

La SADC région de Mégantic : sur la voie de la diversification

Constatant la vulnérabilité du secteur manufacturier de la MRC Le Granit, la SADC région de Mégantic, avec l'appui de Développement économique Canada, a piloté le processus menant à un diagnostic et à l'établissement du bilan de santé de la base industrielle régionale.

Cette phase de consultation auprès d'une gamme variée de chefs d'entreprise et d'intervenants économiques et politiques a été suivie par la présentation de recommandations pour redynamiser le secteur manufacturier, puis par la préparation d'un plan d'action misant sur de nouveaux créneaux porteurs, une étape cruciale également coordonnée par la SADC en concertation avec le milieu.

Entre autres innovations, il a été décidé d'orienter les efforts vers le développement de nouveaux marchés, plutôt que de se concentrer sur la mise au point de produits. La SADC s'est ainsi aperçue que, souvent, les entrepreneurs n'avaient pas une connaissance suffisante des marchés émergents, et particulièrement de la Chine. Elle a donc organisé à leur intention une conférence sur les immenses possibilités offertes par ce pays. De plus, elle a mis sur pied des sessions de formation relativement aux trois secteurs ciblés, soit la biomasse, les vêtements intelligents et les produits biologiques.

Enfin, le groupe d'action s'est penché sur les moyens à prendre pour amener les entreprises à amorcer un tel virage. Cette démarche a d'ailleurs incité la SADC à modifier son approche d'intervention, pour répondre aux nouveaux besoins des entreprises et leur assurer un suivi à la hauteur de leurs attentes.

DES PROJETS DYNAMIQUES

Quels sont les grands enjeux à venir dans votre région?

■ UN CHANGEMENT DE VOCATION POUR UNE MINE

En mars 2008 est survenue la fermeture de la mine Bell Asbestos, à Thetford Mines.

Il est rapidement apparu important d'examiner la possibilité de lui trouver une nouvelle vocation afin de préserver ce site minier et touristique.

La SADC de L'Amiante a alors été la première à manifester son intérêt à l'égard d'un projet visant à consacrer ces infrastructures à la formation des mineurs. Elle a immédiatement retenu les services d'un expert pour en évaluer la faisabilité et préparer un rapport préliminaire. Elle a aussi investi dans ce projet porteur de changement et pouvant mener à une renaissance.

L'élan était donné. La Commission scolaire des Appalaches et le Cégep de Thetford se sont alors associés en vue d'aménager une mine-école, qui permettrait d'assurer la formation des élèves dans un milieu de travail réel. Cette institution, de grande portée, serait la première du genre au Québec, et offrirait – une autre primeur – des cours aux niveaux secondaire et collégial, et peut-être universitaire.

Si ce concept unique se matérialise, les élèves seront en mesure de développer des compétences liées à leur champ de formation, dans un cadre non conventionnel, misant sur l'apprentissage par la pratique.

Grâce à ce changement de vocation, la mine Bell Asbestos est appelée à devenir un lieu de maillage des compétences, des métiers et des spécialités.

■ UNE REVITALISATION CONCERTÉE

Depuis 2003, la SADC de la MRC de Maskinongé est au premier plan de l'initiative collective de revitalisation du centre-ville de Louiseville. Au cours des années précédentes, en effet, on avait constaté un effritement du tissu urbain, s'accompagnant d'une baisse de la fréquentation des commerces. Certaines expériences avaient été tentées, mais n'avaient pas donné les résultats escomptés.

En 2007, la SADC a décidé de relancer le dossier. Une des premières démarches effectuées par la SADC a été de se mettre en rapport avec la Fondation Rues principales en vue d'organiser une mission économique. La SADC a alors choisi Donnacona et Saint-Raymond-de-Portneuf pour y amener et sensibiliser une délégation. Ces deux collectivités, de taille semblable à Louiseville, ont fait l'objet d'une revitalisation concertée.

Puis, en juillet, la SADC a tenu une réunion avec les autorités municipales et divers intervenants socioéconomiques. Les discussions ont porté sur les prochaines actions à prendre. Si tous ont convenu de coordonner leurs efforts, ils se sont également entendus sur la nécessité de disposer d'un plan directeur précisant les mesures à mettre en place. En outre, ce document d'une importance stratégique définira une vision de développement et permettra à tous les intéressés de concourir à l'atteinte d'objectifs communs.

DES PROJETS DYNAMIQUES

La SADC a de nouveau fait appel à l'expertise de la Fondation Rues principales, qui a recommandé de procéder à des sondages inclusifs et à des consultations publiques afin de connaître les désirs de tous les intéressés à l'égard de leur centre-ville. Le rapport et le plan directeur seront d'ailleurs déposés en juin 2008.

Entre-temps, la SADC a consacré son énergie à divers projets : préparation de répertoires de commerces locaux et de locaux vacants, et réalisation d'une étude sur l'origine des consommateurs au centre-ville de Louiseville.

Si la SADC de la MRC de Maskinongé a agi comme une bougie d'allumage au début de cet ambitieux projet, son rôle s'est considérablement élargi par la suite. Ainsi, elle a fourni les services de ressources pour structurer les activités du comité de revitalisation pour l'animation du centre-ville et permettre à ce dernier de se doter d'un mécanisme de financement. En tout temps, la SADC a adopté une approche proactive, et ce, pour assurer une véritable prise en main par les forces du milieu du développement du centre-ville de Louiseville.

■ CHANGER LA PERCEPTION DU NORD

En juin 2008 se tiendra le congrès annuel du Réseau des SADC du Québec. Et pour la première fois, il aura lieu à Chibougamau, dans différentes collectivités du Nord-du-Québec.

En plus d'y trouver une atmosphère des plus agréables pour des discussions animées et des échanges de vues, les participants au congrès auront l'occasion, pour la très grande majorité, de découvrir le Nord-du-Québec, une région qui représente 55 % du territoire québécois.

Appliquant une démarche de concertation, la SADC Chibougamau-Chapais a sollicité le concours des autres SADC du Nord pour lui prêter main-forte dans l'organisation logistique du congrès.

D'ores et déjà, les SADC entendent mettre l'accent sur différentes activités qui permettront aux participants d'acquérir une expérience authentique du Nord-du-Québec et de prendre conscience de la richesse qu'offre cette région sur les plans touristique et économique.

Ensemble, les SADC du Nord-du-Québec se sont fixé l'objectif de changer la perception souvent négative des gens par rapport à leur région. Un programme des plus variés d'activités, placées sous différents thèmes, permettra donc aux participants de découvrir des aspects très différents du développement socioéconomique du Nord-du-Québec.

LE RÉSEAU : PLUS PRÉSENT DANS L'ESPACE PUBLIC

■ UN JALON ESSENTIEL EN VUE D'UN MEILLEUR POSITIONNEMENT PUBLIC

C'est pendant l'exercice de 2007-2008 que la Politique de positionnement public a été adoptée. Il s'agit d'une étape importante qui a été franchie par le Réseau, puisque cette politique balisera notamment ses actions auprès des médias du Québec. En outre, elle fournira un cadre pour permettre aux SADC et aux CAE de mieux faire connaître leur expertise, leurs produits et leurs services.

En se dotant de telles lignes directrices, les SADC et CAE traduisent leur volonté d'être reconnus comme des partenaires incontournables dans différents dossiers qui touchent le cœur de leurs actions et auxquels ils sont en mesure de fournir une contribution unique. Du même souffle, la politique favorisera le positionnement des SADC et CAE à titre d'organismes rassembleurs au sein des collectivités, et ce, tant par leur expertise en développement économique que par l'approche de concertation sur laquelle ils fondent leurs actions.

Cette nouvelle politique se veut un outil grâce auquel le Réseau pourra renforcer sa crédibilité, dans le respect des principes qui le caractérisent.

Une tournée régionale de formation

Comme cette politique sous-tend, pour les membres du Réseau, de nouvelles façons de faire en matière d'occupation de l'espace public, une tournée régionale de formation a été organisée. Intitulée Le positionnement public des SADC et CAE : faites-vous voir!, cette activité a débuté en janvier 2008. S'adressant au personnel des SADC et CAE, ainsi qu'aux bénévoles qui y

Le Réseau des SADC du Québec va de l'avant avec diverses initiatives destinées à accroître la portée de ses interventions sur la scène publique et à permettre à ses membres d'apporter une contribution significative aux débats entourant différents enjeux régionaux de développement.

œuvrent, la formation a abordé divers thèmes d'intérêt, tels l'importance du positionnement public, les outils à la disposition des porte-parole et les moyens de développer des relations avec les représentants des médias.

Du nouveau aussi au petit écran

Toujours dans le contexte de cet effort de renouveau, le Réseau réalise une nouvelle publicité télévisée, qui se déclinera en trois capsules différentes. L'entrepreneuriat jeunesse, la diversification économique des collectivités de même que les Fonds relève et démarrage feront ainsi l'objet des messages publicitaires. Cette publicité servira particulièrement à mettre en exergue les retombées considérables engendrées par les SADC et CAE du Québec et sera diffusée à partir de l'automne 2008 sur la chaîne LCN du réseau TVA.

Une collaboration fructueuse avec le Conseil de presse du Québec

Le Réseau des SADC a également participé à la tournée régionale effectuée en 2008 par le Conseil de presse du Québec. Ce dernier poursuivait l'objectif d'évaluer la facilité d'accès à l'information comme la qualité de cette même information, et ce, dans chacune des régions du Québec. Le Conseil est en effet d'avis que la circulation d'une information de qualité représente un facteur qui influe sur le développement économique.

Pour faire en sorte que cette démarche soit fructueuse et produise des résultats tangibles, le Réseau a sensibilisé ses membres à l'importance stratégique de faire part de leurs vues sur le travail des médias en région et de leurs expériences avec ces derniers.

Cette tournée a été couronnée d'un franc succès, entre autres sur le plan de la participation. Le Conseil a été impressionné par le niveau et la qualité de la participation des SADC et des CAE,

LE RÉSEAU : PLUS PRÉSENT DANS L'ESPACE PUBLIC

n'hésitant pas à préciser que de tous les organismes engagés dans le développement économique, les SADC et les CAE avaient assuré la plus grande présence, et ce, tout au long de l'exercice. Les membres du Conseil ont ainsi bénéficié à toutes les étapes de leur tournée d'un regard avisé sur la qualité de l'information en région.

Tant pour le Conseil de presse du Québec que pour le Réseau, cette collaboration s'est révélée une grande réussite sur les plans quantitatif et qualitatif.

■ LE RÉSEAU SE POSITIONNE SUR DES ENJEUX PRIMORDIAUX

L'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

En conformité avec sa récente politique de positionnement public, le Réseau des SADC a voulu faire entendre sa voix devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, en mai 2007.

Cette prise de position publique s'inscrit dans l'objectif d'accroître la notoriété de ses membres dans les régions rurales et de faire mieux connaître la portée de leur expertise au regard des questions agroalimentaires.

Lors de sa présentation, le Réseau a clairement exprimé son désir d'élaborer avec les membres de la Commission des solutions consensuelles, s'inspirant avant tout d'une vision renouvelée de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Il a émis l'opinion que les projets de diversification ont le pouvoir de faire en sorte

que l'avenir de nos collectivités soit brillant, et non menaçant, comme certains le perçoivent présentement.

Les membres du Réseau sont d'avis que l'agroalimentaire de demain doit faire appel à des solutions qui sortent des sentiers battus et que l'approche de type systémique proposée doit être suivie à plusieurs niveaux. Il apparaît important, dans ce contexte, d'y intégrer chacune des composantes des activités agricoles et agroalimentaires, soit la production, la transformation, la distribution et la recherche et développement.

En outre, le mémoire du Réseau contenait un aperçu des outils réglementaires, financiers et autres à mettre en place pour parvenir à la diversification des économies locales et à l'exploitation optimale de leurs potentiels. Le Réseau a, entre autres, recommandé la création d'un Fonds de diversification en agriculture et en agroalimentaire en vue de soutenir de plus petites productions, certains projets novateurs et des projets de moindre envergure. Il a suggéré d'évaluer la possibilité d'y contribuer avec une enveloppe pouvant s'élever jusqu'à un maximum de 5 millions de dollars.

En conclusion, le Réseau a insisté sur l'impossibilité d'agir seul et, fidèle aux convictions les plus fondamentales des SADC et CAE du Québec, il a rappelé la nécessité de fédérer tous les acteurs locaux, financiers et gouvernementaux, pour que puisse émerger une véritable diversification de l'agroalimentaire québécois, et ce, dans une perspective de développement durable.

Les municipalités dévitalisées

En novembre 2007, le Réseau, répondant à l'invitation de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM), a présenté un mémoire au Forum sur les municipalités dévitalisées au Québec.

LE RÉSEAU : PLUS PRÉSENT DANS L'ESPACE PUBLIC

Quelle place occupe
votre organisation
dans l'espace public?

Il a choisi de livrer un message d'optimisme pour les collectivités qui éprouvent des problèmes liés au présent contexte économique, à l'opposé de la vision noire maintes fois véhiculée au Québec. Le mémoire a plutôt proposé de bâtir sur l'immense potentiel des collectivités.

Les membres du Réseau estiment, en effet, que les collectivités rurales regorgent d'idées novatrices qui méritent d'être soutenues pour leur permettre d'exploiter leur gisement de croissance. Cependant, pour en arriver à déployer une volonté collective, il faut mobiliser la population et l'ensemble des acteurs de terrain afin de faire renaître un sentiment d'appartenance et de fierté.

Pour le Réseau, il est possible de réaliser des initiatives qui permettront aux gens non seulement de redécouvrir leurs forces, leurs atouts, leurs particularités et leur potentiel, mais également d'en éprouver une fierté bien légitime. Le mémoire a insisté sur le potentiel humain, les ressources locales et la créativité, dont la conjugaison constitue un véritable moteur de développement local.

Le Réseau a terminé sa présentation en proposant que des chantiers placés sous le thème Osons la fierté locale soient établis à la grandeur du Québec à la suite du forum organisé par la FQM.

L'esprit de collaboration avec la FQM s'est également fait sentir à l'occasion du congrès annuel de l'organisme. Deux initiatives locales réalisées sous les auspices des SADC ont fait l'objet d'une présentation. Il s'agit, en premier lieu, de la restauration du bassin versant du ruisseau Vacher, un projet de développement durable marqué au coin de l'action et de l'engagement communautaires piloté par la SADC Achigan-Montcalm, et

deuxièmement, de l'élaboration d'un plan stratégique de développement socioéconomique, dont la coordination a été assurée par la SADC du Témiscamingue. Cet exercice a découlé d'un processus de concertation inclusif ayant regroupé quelque 775 personnes représentant la totalité des acteurs socioéconomiques et politiques du Témiscamingue.

Un outil de promotion efficace pour le Réseau

D'autre part, le Réseau a participé, pour une deuxième année, à la conception de la tablette promotionnelle produite par la FQM pour son congrès. Il y a placé divers messages, lesquels mettent en lumière les projets de développement local lancés par les SADC et CAE, et illustré les efforts de diversification économique accomplis par ces derniers.

La tablette, imprimée à plus de 2 000 exemplaires et remise aux participants, se révèle, pour les SADC et CAE, un outil de promotion des plus efficaces.

DES PARTENAIRES QUI OUVRENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

■ UN NOUVEL ESPACE QUI PREND FORME

En 2007, le congrès annuel du Réseau des SADC a été le théâtre du lancement d'un projet d'une importance cruciale pour le développement du potentiel de nombreuses petites entreprises des régions du Québec. En effet, c'est à cette occasion que l'Espace économique francophone canadien a été mis en chantier.

Cette initiative particulièrement structurante a pour objectif de stimuler le développement des affaires au sein de la francophonie au Canada. La création d'un espace économique francophone vise, de façon plus précise, à aider les entrepreneurs de langue française du pays à tirer avantage d'occasions d'affaires ainsi qu'à accéder à des marchés et à des réseaux au Canada, et même à l'extérieur de nos frontières. Ce projet profitera à l'économie des régions québécoises et des communautés francophones en milieu minoritaire au pays, mais également à l'économie canadienne dans son ensemble.

Ainsi, dans un avenir plus éloigné, de petites entreprises pourraient envisager d'entrer en relation commerciale avec des homologues de langue française partout au pays. Par ailleurs, on pourrait également assister au transfert de connaissances en matière de réseautage entre les entreprises francophones du Québec et du reste du Canada.

Rappelons que l'Espace économique francophone canadien est une initiative conjointe du Réseau des SADC du Québec et de RDÉE Canada, qui assure la liaison avec les communautés francophones à l'extérieur du Québec.

Un projet qui suscite l'intérêt

La mise en œuvre de ce projet s'est poursuivie tout au long de 2007-2008. Plusieurs intervenants politiques et économiques, dont le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et les chambres de commerce du Québec, ont exprimé leur intérêt vis-à-vis de cette initiative prometteuse. Pour sa part, le comité organisateur des Jeux olympiques de 2010 a fait connaître sa volonté bien arrêtée de permettre aux gens d'affaires francophones de bénéficier des nombreuses possibilités offertes par la tenue de cet événement sportif de grande envergure.

En outre, diverses ententes sont intervenues, au cours de la même période, en vue de mettre en place des mécanismes facilitant l'émergence de l'Espace économique francophone.

Mieux connaître les entreprises francophones

Afin de mieux connaître les entreprises francophones, au Québec et particulièrement dans le reste du pays, des sessions de travail préparatoire ont été tenues en 2007-2008. Les chargés de projet se sont attachés à définir les secteurs d'activité où évoluent ces mêmes entreprises. Les efforts ont été canalisés vers la constitution de listes à partir de documents existants ; de plus, des représentations ont été faites auprès des autorités gouvernementales, et d'autres suivront. Notamment, nous souhaitons l'implication des ministères fédéraux à vocation économique afin de favoriser la mise en place d'un registre des entreprises francophones.

Sur un autre plan, divers projets pilotes ont cours présentement. Ceux-ci permettront de recueillir des informations stratégiques sur les profils sectoriels et les besoins des entreprises en matière d'échanges commerciaux intérieurs. Les travaux mèneront à des rencontres entre entrepreneurs du pays. Ces expériences permettront aux chargés de projet d'examiner diverses situations problématiques, tel l'écart de normes entre les provinces et les obstacles, réglementaires et autres, au commerce.

Enfin, au cours des prochains mois, le Réseau des SADC et RDÉE Canada prévoient dédier une personne à ce projet appelé à devenir un véritable facteur de changement et d'amélioration du climat d'affaires au sein de nombreuses communautés, au Québec et ailleurs au pays.

DES PARTENAIRES QUI OUVRENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

■ EXPLORER DE NOUVELLES COLLABORATIONS AVEC LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA

Au cours de 2007-2008, le Réseau a poursuivi son travail exploratoire avec la Banque de développement du Canada (BDC) en vue d'identifier de nouvelles avenues de coopération pour les années qui viennent. Des rencontres bilatérales se sont ainsi tenues au cours des derniers mois.

Par ailleurs, le partenariat établi entre la BDC et les SADC et CAE du Québec en vue d'assurer une meilleure synergie entre les services offerts aux entrepreneurs a continué de porter des fruits. Premier signe de cette vitalité, le volume d'affaires a augmenté par rapport à l'exercice de 2006-2007. Ainsi, les SADC ont autorisé 149 prêts, totalisant 10,4 millions de dollars, alors que la BDC a consenti 233 prêts représentant une valeur globale de 42,6 millions de dollars. En résumé, ce sont 53 millions de dollars qui permettront de soutenir la réalisation de très nombreux projets dans les collectivités du Québec.

Des formations bénéfiques

Toujours à l'intérieur de ce partenariat, une formation portant sur l'analyse du risque a été dispensée aux administrateurs et aux directeurs généraux des SADC et des CAE, au congrès annuel de juin 2007, à Shawinigan. En novembre, lors de la Semi-annuelle, quatre sessions de formation ont été proposées sur les thèmes suivants : les principales règles applicables au financement d'entreprises, la gestion du risque, la diligence raisonnable environnementale et la gestion de cas de suivi difficiles.

*Êtes-vous un
agent provocateur
dans votre milieu?*

Cette collaboration permet de mettre en valeur l'expertise développée par la BDC dans des domaines d'activités stratégiques liés au développement économique et, surtout, de la partager avec les membres du Réseau des SADC. Aux yeux de ces derniers, il s'agit indéniablement d'un facteur clé du succès, année après année, de ce partenariat.

« Le partenariat de la BDC avec les SADC et les CAE est important puisqu'il permet d'accroître l'appui aux PME des régions et permet ainsi de les aider à mieux faire face aux défis économiques actuels.

Nous travaillons ensemble depuis plus de quatre ans et l'étendue du partenariat est devenue telle qu'il nous serait impossible de travailler sans les SADC et CAE dans plusieurs régions du Québec. »

Michel Bergeron,

Vice-président, Relation d'entreprises
Banque de Développement du Canada

DES PARTENAIRES QUI OUVRENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

■ L'UNIVERSITÉ RURALE QUÉBÉCOISE : UN MODÈLE NOVATEUR QUI FRANCHIT LES FRONTIÈRES

En 2007, le Réseau des SADC a accepté de présenter le modèle de l'Université rurale québécoise (URQ) au Forum sur les partenariats de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette invitation découlait du fait que le Réseau, en plus de voir ses membres prendre une part active à l'organisation de l'ensemble des éditions de l'URQ, a récemment coordonné le processus exhaustif d'évaluation de ce concept. Le Réseau était donc particulièrement bien placé pour axer sa communication sur un aspect fort important de l'URQ, soit les retombées qu'elle entraîne sur les collectivités.

Étant donné que l'évaluation a été effectuée en partenariat avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Réseau a voulu être accompagné par les représentants du Secrétariat dans cette mission. Cette formule de présentation a ainsi permis de refléter fidèlement la synergie des SADC et CAE avec un organisme du gouvernement du Canada. En outre, en répondant à l'invitation de l'OCDE, le Réseau a saisi une excellente occasion de renforcer les liens avec cet organisme prestigieux, s'assurant du même souffle de partager cette expérience unique avec son partenaire dans l'initiative de l'Université rurale québécoise.

Le rapport d'évaluation de l'URQ en bref

Plus tôt en 2007, le rapport d'évaluation de l'Université Rurale Québécoise (URQ) a été rendu public. Ces travaux ont notamment démontré que si le concept favorise une meilleure compréhension des enjeux de la ruralité, il permet également de faciliter l'émergence et l'expérimentation de nouvelles idées dans ce domaine. Par ailleurs, l'Université réussit dans sa mission de donner accès à de nouvelles connaissances, bien que, comme le constatent les auteurs du rapport, il reste du chemin à faire pour obtenir le véritable croisement entre les savoirs universitaires (issus de la réflexion) et les savoirs d'expérience (fruits de l'action) auquel aspire l'URQ. Enfin, l'évaluation démontre que le modèle de l'URQ est exportable vers d'autres milieux ruraux canadiens, à condition toutefois d'être adapté aux particularités des régions désireuses de l'implanter.

Chose certaine, l'Université rurale constitue un outil de développement des plus intéressants et les efforts en vue de perfectionner la formule sont certainement à encourager. Il est clair, aux yeux des membres du Réseau, que l'URQ pave la voie à l'émergence de projets qui font avancer la réflexion sur les moyens d'assurer le développement des régions du Québec et, du coup, leur avenir.

À noter que la prochaine session de l'Université se tiendra en 2009 au Lac-Saint-Jean et impliquera les SADC Lac-Saint-Jean-Ouest, Maria-Chapdelaine et Lac-Saint-Jean-Est.

DES PARTENAIRES QUI OUVRENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

■ RESSOURCES ENTREPRISES ET INFO ENTREPRENEURS : UNE MINE D'INFORMATIONS STRATÉGIQUES

Au cours de 2007-2008, le Réseau a vu ses souhaits exaucés pour mieux combler les besoins d'informations stratégiques de ses membres. Auparavant, en effet, seuls les SADC et CAE situés sur le territoire correspondant à l'indicatif régional 418 pouvaient se prévaloir d'un accès à Ressources Entreprises, à Québec.

Cette situation est maintenant chose du passé. En effet, Info entrepreneurs, de Montréal, et Développement économique Canada ont conclu une entente, en février 2008, qui permettra de desservir les SADC et CAE dont les territoires d'intervention ont comme indicatifs régionaux 819 et 450. À la fin de l'exercice de 2007-2008, 48 SADC et CAE étaient parties prenantes à ce partenariat, rendu possible avec l'appui de Développement économique Canada, et bénéficient maintenant du même type de services intégrés, peu importe où ils se trouvent au Québec. La répartition s'établissait alors ainsi : 26 SADC et CAE reçoivent des services d'Info entrepreneurs, et les 22 autres, de Ressources Entreprises. Avec cette nouvelle entente, pas moins de 1100 heures de recherche documentaire sont à la disposition des entrepreneurs au Québec par l'intermédiaire des SADC et CAE.

Afin d'assurer une uniformité en ce qui a trait au processus à suivre pour obtenir des informations de la part des deux centres de renseignements, une séance de formation a été offerte, en février 2008, par le Réseau ; quelque 30 personnes y ont assisté.

De façon bien évidente, ce nouveau partenariat procure un avantage fort appréciable aux SADC et CAE, puisque leur clientèle peut bénéficier d'informations de qualité sur les programmes gouvernementaux et sur divers aspects commerciaux. Il s'agit d'un autre volet de l'apport des membres du Réseau à la croissance des entreprises et des collectivités du Québec.

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

■ LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du Réseau des SADC regroupe des bénévoles représentant les différentes régions du Québec. Il lui revient d'élaborer le cadre de référence de l'action des SADC et CAE du Québec, afin que ceux-ci puissent consacrer toute leur énergie à la réalisation du potentiel de développement des collectivités. En plus d'œuvrer au sein d'une SADC ou d'un CAE, les administrateurs sont appelés à participer à de nombreux comités créés par le Réseau. Guidés avant tout par la recherche de solutions avantageuses et l'atteinte de résultats tangibles, ils font profiter l'ensemble des membres de leurs compétences éprouvées et d'une expérience particulièrement diversifiée.



■ Marcel Brosseau, Estrie ■ Viviane Richard, Côte-Nord ■ Jacques Belisle, 1^{er} vice-président, Outaouais
■ Gratien LeBel, président, Montérégie

M. Marcel Brosseau, Estrie

Fort d'une expérience de plus de 25 ans dans le secteur manufacturier, M. Marcel Brosseau fait profiter le conseil d'administration du Réseau, où il siège depuis quatre ans, d'un bagage expérientiel des plus appréciables, notamment en ce qui touche les différents aspects de la régie et de la gouvernance des entreprises. De plus, sa formation en administration des affaires se révèle des plus utiles pour établir un profil complet des entreprises. M. Brosseau assume la présidence du CAE Val-Saint-François depuis douze ans ; il prête également son concours aux travaux du comité Communication au sein du Réseau.

Mme Viviane Richard, Côte-Nord

Présidente de la SADC Manicouagan depuis plus d'une décennie, Mme Viviane Richard apporte au C. A. du Réseau, au sein duquel elle siège depuis quatre ans, une expérience des plus riches acquise dans le monde des affaires. Elle a également développé une expertise dans le domaine du fonctionnement des organismes sans but lucratif. Femme très impliquée dans son milieu, elle présente une feuille de route impressionnante en matière de bénévolat. Pour elle, d'ailleurs, il s'agit d'une valeur primordiale, qui ne rougit jamais de sa place à l'intérieur d'une démarche d'appui au développement des collectivités du Québec. Elle a la conviction intime que bien des projets ne se concrétiseraient tout simplement pas sans la contribution inestimable des bénévoles.

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

Préparez-vous votre
équipe à la gestion
du changement?

M. Jacques Bélisle, Outaouais

M. Jacques Bélisle est président du conseil d'administration de la SADC de Papineau, et ce, depuis 23 ans. De plus, il occupe les fonctions d'administrateur du conseil du Réseau depuis au-delà de cinq ans. C'est avec fierté qu'il met son expérience approfondie du monde des affaires au service des acteurs du milieu. Au cours de toutes ces années, il a été témoin de l'évolution des SADC et des CAE, ainsi que de leur rôle grandissant dans le développement socioéconomique des collectivités du Québec. Selon lui, l'un des défis de taille qui se pose de façon continue, c'est de doter les collectivités et les entrepreneurs des outils adaptés pour réussir dans le présent contexte économique, qui est des plus exigeants.

M. Gratien LeBel, Montérégie

Scientifique de formation, M. Gratien LeBel a développé un intérêt pour le développement économique qui l'a amené à siéger au conseil d'administration de la SADC Bas-Richelieu à titre de représentant de la grande industrie de cette région du Québec. Depuis 2001, il représente la région de la Montérégie au sein du conseil d'administration du Réseau des SADC du Québec, dont il assume d'ailleurs la présidence depuis cinq ans. M. LeBel excelle à créer une atmosphère très démocratique à l'intérieur du C. A., permettant ainsi à chaque membre de faire valoir son point de vue. La concertation représente une valeur primordiale à ses yeux ; c'est grâce à elle que peut s'instaurer un climat favorable à l'atteinte des objectifs de développement des régions du Québec. En outre, sa participation aux travaux du C. A. du Réseau lui a permis de connaître certaines régions éloignées du Québec et, surtout, d'y découvrir de véritables trésors d'ingéniosité et de dynamisme.

M. Pierre Pinard, Mauricie-Centre-du-Québec

Titulaire d'une maîtrise en travail social, M. Pierre Pinard a œuvré dans différents secteurs des services sociaux, et ce, à la grandeur de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Au fil des années, il a développé une grande expertise dans le domaine de l'aide aux enfants et aux familles. Sa contribution à cette discipline a d'ailleurs été reconnue à l'échelle du Québec. Lorsque l'heure de la retraite a sonné, il s'est joint à la SADC Nicolet-Bécancour, dont il assume maintenant la présidence, en plus de siéger au comité aviseur du Centre-du-Québec de Développement économique Canada. Il croit fermement que le développement socioéconomique et la prise en main de son avenir par le milieu constituent d'excellentes façons non seulement de créer de la richesse collective, mais également de la répartir et d'offrir de meilleures conditions de vie aux résidents des collectivités du Québec.



• Pierre Pinard, Mauricie – Centre-du-Québec
• Hélène Deslauriers, Réseau des SADC du Québec

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

M. Eugène Bouchard, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Passionné comme au premier jour après vingt ans consacrés à l'avancement des questions de développement socioéconomique, M. Bouchard est président de la SADC du Rocher-Percé. Enseignant à la retraite, M. Bouchard demeure très actif dans son milieu. En plus d'être administrateur au Réseau, il est membre du comité avisier mis en place par Développement économique Canada pour conseiller le ministre Jean-Pierre Blackburn sur les orientations à prendre en matière de développement. À titre de représentant de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, il a particulièrement à cœur de maintenir les acquis régionaux. Il attache également beaucoup d'importance à l'amélioration de la capacité des acteurs de terrain d'intervenir dans leurs différents milieux. La ténacité, la persévérance et l'enthousiasme sont les maîtres mots de son implication dans le développement local et régional.

M. Alain Audet, Abitibi-Témiscamingue

Président du conseil d'administration de la SADC d'Abitibi-Ouest, M. Alain Audet jouit d'une expérience en développement de près de vingt ans. Actif dans le domaine agroalimentaire, il possède une vaste connaissance de la problématique de sa région, dont le développement économique est teinté de façon particulière par l'éloignement des marchés et la prédominance des ressources naturelles. Établir un diagnostic précis de la problématique régionale demeure sans doute le défi le plus important qui se pose aux SADC et CAE. C'est la tâche à laquelle il applique toute son énergie, puisque de la réussite de cette étape cruciale dépend l'application de solutions innovatrices pour assurer des chances égales aux collectivités.

M. Raymond Cimon, Chaudière-Appalaches

M. Cimon agit à titre de président de la SADC de L'Amiante depuis avril 1995, en plus d'être membre du comité avisier de Québec—Chaudière-Appalaches mis sur pied par Développement économique Canada. En outre, il assume la présidence de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière, du Cégep de Thetford et du Conseil régional des partenaires du marché du travail Chaudière-Appalaches. Il est membre du Mouvement ProChrysotile québécois ; il occupe présentement les fonctions de directeur des ressources humaines au sein de la Société LAB Chrysotile, sans oublier qu'il exploite une ferme et possède plus de 200 animaux. Doué d'une mémoire phénoménale, qui constitue un atout de premier ordre dans la réalisation de ses divers mandats et lui permet d'accroître constamment ses connaissances, M. Cimon possède également une très grande capacité de faire des liens entre les différents dossiers qui lui sont présentés. En un mot, il est l'exemple parfait d'un homme multidisciplinaire, toujours capable d'équilibrer réflexion et action.



• Serge-Éric Mercier, secrétaire, Bas-Saint-Laurent • Alain Audet, 2^e vice-président, Abitibi/Témiscamingue
• Eugène Bouchard, Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine • Raymond Cimon, trésorier, Chaudière-Appalaches

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

M. Serge-Éric Mercier, Bas-Saint-Laurent

M. Mercier a fait carrière dans le domaine de l'enseignement, et plus particulièrement en éducation des adultes. Encore aujourd'hui, en plus d'être administrateur à la SADC de la Neigette, il occupe des fonctions à l'Université du Québec à Rimouski, où il s'est vu confier le mandat d'élaborer des projets de formation professionnelle. M. Mercier a acquis une grande capacité de synthèse des dossiers. De plus, en raison de son travail en milieu scolaire et universitaire, il a développé un esprit de concertation, qui lui est très précieux dans l'exercice de ses fonctions au C. A. du Réseau. Enfin, il maîtrise parfaitement tous les mécanismes d'une négociation fructueuse entre différents partenaires, une autre habileté très appréciée de ses collègues. Quand vient le temps de se reposer, M. Mercier ne manque pas de se rendre en forêt, où il effectue divers travaux de jardinage.

Mme Thérèse Verville, Nord-du-Québec

Retraitée depuis quinze ans, Mme Verville demeure très active dans son milieu ; elle consacre une partie importante de son temps au bénévolat, un facteur d'avancement social auquel elle croit fortement. À titre de membre du C. A. du Réseau, elle fait profiter ses collègues d'une solide expérience acquise dans les secteurs d'activité où elle a rempli des fonctions. Elle a été conseillère municipale à Matagami pendant huit ans et copropriétaire d'un marché d'alimentation. C'est ainsi qu'elle s'est familiarisée avec les rouages administratifs des organismes publics et le milieu des affaires. Parmi la douzaine de comités auxquels elle a siégé dans le cours de ses fonctions municipales, c'est celui chargé des questions de développement qu'elle a préféré. Sa participation au C. A. du Réseau lui permet assurément de maintenir cet intérêt.

Absents sur les photos :

- Pierre Marois, Laurentides/Lanaudière
- Marc St-Pierre, Saguenay—Lac-Saint-Jean
- Thérèse Verville, Nord-du-Québec

Observateurs:

- Serge Desgagné
- Michel Lavergne
- Léna St-Pierre

M. Marc St-Pierre, Saguenay—Lac-Saint-Jean

Depuis son arrivée à la SADC du Fjord, M. St-Pierre, qui en assume maintenant la présidence, s'efforce de maintenir des liens des plus étroits avec les entrepreneurs et l'ensemble des intervenants du milieu. C'est ainsi qu'il a développé une grande sensibilité aux besoins des collectivités locales. Entrepreneur lui-même, il est bien au fait des problématiques qui se présentent à ceux qui sont à la tête d'une entreprise, mais également des possibilités de croissance qui s'offrent à eux. M. St-Pierre voue une véritable passion aux questions de développement socioéconomique et en fait le cœur de son action. Il estime qu'en contribuant à la bonne marche du conseil d'administration du Réseau, il appuie les SADC et CAE du Québec dans leur recherche de solutions novatrices propres à assurer une réelle prise en main par les forces du milieu.

M. Pierre Marois, Laurentides-Lanaudière

M. Marois a exercé les fonctions de sociothérapeute pendant au-delà de 30 ans et a également rempli les fonctions de maire de Lavaltrie jusqu'en 2005. Il est président de la SADC D'Autray-Joliette depuis 2000 ; il siège également au sein du comité avisier pour les régions de Laval, Laurentides et Lanaudière de Développement économique Canada. Au cours des années et dans l'accomplissement de ses nombreuses fonctions, M. Marois a développé une excellente capacité d'analyse des enjeux régionaux. De plus, sa connaissance approfondie des mécanismes des divers ordres de gouvernement lui confère une position privilégiée lorsqu'il s'agit de faire avancer les dossiers de développement socioéconomique. Il porte un grand intérêt à tous les aspects de la création d'emplois. Il s'intéresse également de très près à l'accueil et à l'intégration des nouveaux arrivants au Québec, de façon à leur permettre de participer pleinement à notre société.

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

■ LE COMITÉ DES PERMANENTS

Formé de directeurs généraux choisis par leurs pairs et représentant leur région, le comité des Permanents est chargé de la réflexion sur les enjeux en matière de gestion qui se posent aux SADC et CAE du Québec. De plus, ce comité apporte son appui aux membres du conseil d'administration dans la recherche de solutions.

Au cours de la dernière année, les membres du comité se sont penchés sur diverses problématiques de la gestion des SADC et CAE. Dans la prochaine année, le comité s'attardera en priorité aux ressources humaines, à la rigueur dans la reddition de comptes, à l'évaluation nationale et aux relations avec le gouvernement fédéral.



• Hélène Deslauriers, Réseau des SADC du Québec • Sonia Forbes, Chaudière-Appalaches
• Gilles Goulet, Bas-Saint-Laurent • Léna St-Pierre, Côte-Nord



• Andrée Roy, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine • Guy Trépanier, substitut de Denis Jodouin,
Abitibi-Témiscamingue • Annie Potvin, Nord-du-Québec
• Serge Desgagné, Saguenay/Lac-Saint-Jean



• Éric Thibodeau, substitut de Marie Barrette, Montérégie
• Danielle Simard, substitut de Ginette Isabel, Estrie
• Josée Quevillon, Laurentides-Lanaudière • Michel Lavergne, Outaouais

• Absente sur les photos : Johanne Gauthier, Mauricie/Centre-du-Québec

UNE ÉQUIPE CRÉATIVE ANIMÉE PAR LA VOLONTÉ D'INNOVER

■ L'ÉQUIPE DU RÉSEAU

Avec l'appui indispensable du conseil d'administration, l'équipe du Réseau se consacre à répondre aux besoins des membres. Elle favorise le partage des expériences en diffusant de l'information, en concevant des outils de pointe et en représentant les intérêts des membres.

L'équipe veille au bon déroulement de plusieurs activités et événements tout au long de l'année, dont le congrès du Réseau, la Semi-annuelle, les rencontres de comités, etc. De plus, elle assure la coordination des programmes qui sont mis à la disposition des SADC et des CAE. Elle se charge aussi de l'élaboration d'outils visant à faciliter le travail des permanents.

Enfin, plusieurs heures sont consacrées directement à répondre à des demandes individuelles sur des projets extrêmement variés qui touchent autant les nouvelles technologies et les communications que les modalités de différents programmes.



- Ginette Paré, Coordonnatrice des événements
- Paul Gauthier, Directeur, administration et développement
- Annie Pomerleau, Coordonnatrice, Initiatives spéciales
- Hélène Deslauriers, Directrice générale



- Jolin Ferland, Coordonnateur, Service aux membres et formation
- Nathalie Gagnon, Coordonnatrice, comptabilité
- Mélissa Auclair, Coordonnatrice, Stratégie jeunesse



- Pauline Chauvette, Directrice des communications
- Dominique Côté, Secrétaire de direction
- Christine Pilote, Chargée de projets spéciaux / Communications